

Questions orales

Il est bien connu que la TPS va profiter surtout aux Canadiens à faible revenu ainsi qu'à revenu modeste et pénaliser les riches. Quelle conduite scandaleuse de la part de Wonder Woman et de ses petits morveux!

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Au cas où un autre député songerait à faire une déclaration de ce genre, je tiens à signaler que la dernière observation, qui s'adressait manifestement à une personne en particulier, est inacceptable à la Chambre, comme ne l'ignorent pas les députés.

* * *

LES ENFANTS VICTIMES DE LA PAUVRETÉ

Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam): Monsieur le Président, l'Institut canadien de la santé infantile publie aujourd'hui un rapport consacré à la santé des enfants du Canada, et c'est un désastre national. Ce rapport a constaté que nos enfants viennent au bas des priorités des gouvernements fédéral et provinciaux. En l'absence de la volonté politique nécessaire à une action immédiate, nos enfants vont continuer de pâtir.

Les statistiques font voir que le taux de mortalité des enfants pauvres est supérieur de 56 p. 100 à celui des enfants de familles à revenus élevés. Chez les enfants autochtones, le taux de mortalité est deux fois supérieur au taux national. La catégorie socio-économique de la famille peut déterminer la santé des enfants.

La pauvreté n'entraîne pas nécessairement des problèmes de santé, mais elle signifie que les enfants des familles pauvres risquent plus que les autres d'être malades et de mourir. La pauvreté, cela veut dire que l'enfant joue dans la rue ou ne trouve en arrivant qu'une maison vide parce que ses parents n'ont pas les moyens de le faire garder comme il faudrait.

Les conservateurs, en reléguant aux oubliettes le programme national de garde d'enfants, n'ont rien fait pour réduire ce risque. Les conservateurs ont fermé les yeux sur ce risque. Les conservateurs ont laissé tomber nos enfants. Il faut que les Canadiens exigent que nous accordions plus de prix au bien-être de nos enfants. Ils sont en droit de l'obtenir, car ce sera un investissement dans l'avenir du pays. J'appuie les recommandations de l'Institut canadien de la santé infantile et j'invite le gouvernement à définir une politique nationale de la santé des enfants.

[Français]

LES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES

M. Charles A. Langlois (Manitouagan): Monsieur le Président, la Chambre de commerce du Canada a transmis aux Canadiens et à nous, les membres du gouvernement, un message très clair: Il faut réduire les dépenses du gouvernement fédéral.

Monsieur le Président, le déficit ronge sans cesse les ressources financières du gouvernement; il met en danger l'existence même de nos programmes sociaux; il exerce des pressions énormes sur l'économie canadienne en la privant des capitaux essentiellement nécessaires au bon fonctionnement des entreprises du pays.

Les solutions sont difficiles mais claires: geler pour trois ans les dépenses de fonctionnement du gouvernement; conserver les programmes qui contribuent à la croissance économique et assurent la sécurité des classes de la société; et finalement, réduire encore de façon considérable les effectifs de la Fonction publique.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Elle concerne la logique économique de sa nouvelle taxe sur les produits et services. Tout le monde, même le ministre des Finances, estime que le pays entre dans une période de croissance ralentie. C'est le moment que le premier ministre choisit pour lancer une nouvelle taxe de vente qui aura un effet énorme. Le premier ministre dit qu'il n'abaissera pas les taux d'intérêt car il doit combattre l'inflation. D'ailleurs, le taux de la Banque du Canada a augmenté ce matin. En même temps, le premier ministre présente cette toute nouvelle taxe de vente.

Le premier ministre disait cette semaine à la Chambre des communes qu'il appuyait les régions les moins favorisées de ce pays, pourtant il lance cette taxe qui frappera les régions particulièrement dur.

S'il craint tellement les pressions inflationnistes, s'il s'inquiète tellement du ralentissement de la croissance et s'il veut tellement aider les régions les moins favorisées,